

L'avenir du réseau France 3 doit se construire ensemble

Les rigueurs de l'hiver qui approche seraient-elles celles d'un changement d'attitude à la tête du réseau régional ? Depuis sa prise de fonction fin août, le directeur du réseau ne cesse d'envoyer des signes apaisants et le champ lexical s'enrichit de mots comme « transparence », « respect des accords signés » ou « nouvelle méthodologie » en matière de prévention et de traitement de la souffrance au travail.

De belles intentions, dont les élus attendent la traduction sur le terrain, tant ils ont été, durant ce mandat qui s'achève, échaudés par l'inertie, le manque d'écoute et de respect des salariés.

Oui les mots ont un sens, comme l'a rappelé le SNJ dans son liminaire « Ateliers bla bla, etc. » : une communication du réseau à propos de l'offre numérique commune est venue jeter le trouble sur la volonté d'associer au plus près les salariés dans la mise en place des projets. Une communication qui a provoqué « peine et colère » chez Philippe Martinetti, qui affirme « croire aux ateliers car ça permet de partager, de confronter les idées. »

..... SOMMAIRE *

* Cliquer sur les titres pour accéder aux contenus

Offre numérique commune

Sur ce projet, annoncé le 9 novembre dernier par la ministre de la culture, les deux directions du réseau France 3 et France Bleu semblent bel et bien avoir été pris de court. Avec des déclarations de part et d'autre sur le thème : « *mon offre est la meilleure* » dont on aurait pu se passer. Car l'enjeu est important : perdre le moins possible de notoriété, d'indépendance éditoriale et de pluralisme de l'information. Des craintes exprimées conjointement par le SNJ France Télévision et le SNJ Radio France dans un tract ([lire ici](#)).

Et en l'absence d'accord sur le fond et la forme pour l'instant, le vocabulaire est essentiel. Ainsi, s'agira-t-il d'une « plateforme commune », qui supprimerait les sites propres aux régions de France 3 et aux locales de France Bleu ? S'il fallait en tous cas changer l'URL de nos sites, commun à tous ceux de France TV, le référencement mettrait des mois à s'en remettre et nous perdriions « *de l'ordre de 30% de nos audiences numériques* », selon Encarna Marquez, directrice de la stratégie numérique à France TV. « *Si on échoue, ce sera double peine* », ajoute-t-elle. ...

Ce projet imposé devrait entraîner une clarification du numérique dans les 13 sites régionaux de France 3. Comme le demande le SNJ, il faut clarifier l'organisation hiérarchique des sites : qui décide de quoi, notamment en matière d'évolution des pratiques, de nouveaux outils pour enrichir les articles. Y compris jusqu'à la formation des contributeurs web. Tout récemment, la mise en place du nouvel outil de mise en ligne, PIC, en remplacement de Drupal, s'est réalisée hors de tout cadre : pas de temps de formation dédié, souvent une simple visio et un tutoriel, à l'issue desquels certains journalistes ont perdu leurs codes d'accès à Drupal, les empêchant de travailler.

Les premiers « testeurs » ont du s'emparer de l'outil, tout en étant planifiés ! Encore un fonctionnement aberrant. ...

...

Le directeur du réseau précise que les discussions actuelles entre les deux entreprises de service public portent surtout sur le back-office commun. La proposition du réseau France 3 étant de garder notre plateforme, au passage reconnue par deux audits de 2019 comme la mieux référencée et la meilleure techniquement. Philippe Martinetti reconnaît que : « *sur la question de la survivance des 13 sites régionaux et des France Bleu, on pourra y répondre en début d'année. Je ne tire pas des plans sur la comète. Ce sont des discussions que nous avons et qui ne sont pas tranchées.* »

Quant au GIE qui coiffera cette offre commune, là encore rien n'est décidé : on sait seulement que le directeur du réseau en sera un des administrateurs, comme son homologue de France Bleu, Jean-Emmanuel Casalta. •

Réorganisation du numérique dans les régions

...

Devant les remontées très négatives de cette mise en place sauvage, le directeur du réseau annonce que l'accompagnement à PIC sera inscrit dans le plan de formation.

Les élus du CSE ont par ailleurs décidé d'envoyer un questionnaire détaillé aux RP de chaque antenne pour avoir un panorama complet du fonctionnement du numérique, information et antenne compris.

Quant au projet de « développement » du numérique, avec ses 11 chantiers, déjà présenté en commission de suivi du projet de régionalisation, il se poursuit, nous dit-on, « *à l'aune de la future offre commune* », avec une approche basée sur les centres d'intérêt et la proximité avec chaque utilisateur. Le SNJ souhaite que l'on prenne d'abord en compte les salariés qui travaillent sur le numérique. •

Le point sur les audiences

Le directeur du réseau avait demandé les audiences détaillées des émissions nouvelles et récurrentes, ainsi que des JT à la rentrée 2021.

Les principaux enseignements de cette enquête sont la bonne tenue des programmes régionaux, en hausse, avec néanmoins des différences suivant les régions :

- Le niveau de la nouvelle émission matinale « Vous êtes formidable » est bas mais l'émission est récente et a changé d'horaires.
- Le 18h30 est en hausse très moyenne : il faut dire que l'on parlait de très bas et que le véritable test pour cette tranche sans moyens était celui de la rentrée. Les meilleurs scores sont réalisés en Normandie, PACA et AURA, souvent boostés par des scores importants de « Question pour un Champion » juste avant.

...

Domage que nous n'ayons pas eu plus tôt les audiences des JT par antenne. Difficile de se faire une idée précise de ce que peut apporter le 18H30 au JT du soir, puisqu'on nous l'a souvent présenté comme devant devenir une locomotive du 19/20 régional. Ce n'est pas le cas pour l'instant, notamment dans les régions qui diffusent des éditions locales. Globalement, les audiences de 19h sont en baisse, mais en toute logique après la période faste de 2020 et ses phases de confinement.

En revanche le 12/13 régional bénéficie d'un niveau d'audience élevé 12,4% de PDA, « le meilleur depuis 5 ans ». A l'exception de Rouen et Nancy. •



Evolution du protocole sanitaire

Les annonces faites en CSSCT ont encore une fois été dépassées par la situation sanitaire (15 cas positifs au Covid dans l'entreprise). Un « point Covid », organisé lundi 22 novembre par la présidente et la DRH de l'entreprise, a conclu à un retour partiel au télétravail à partir du 13 décembre jusqu'au 8 janvier pour ceux qui y sont déjà et également pour les personnes vulnérables.

La commission santé du réseau a néanmoins alerté sur la nécessité avec cette 5ème vague de rappeler les gestes indispensables, la prudence s'affaiblissant au fil du temps.

Quant aux capteurs de CO2 fixes, déjà arrivés dans les antennes pour permettre de vérifier la bonne ventilation de certaines pièces, le nombre va augmenter pour équiper également les locaux des éditions locales à partir de janvier, dicit la direction.

Enfin une avancée, car on constate un certain retard à l'allumage et des flottements sur la ligne, notamment quand la DRH de France TV, Laurence Mayerfeld, annonce lundi 22 lors du point covid, que « la religion de l'entreprise n'est pas faite en la matière ». Pour une fois que le réseau serait le bon élève ! •

Aviwest : rayonnement toujours sur la sellette

La CSSCT demande à la direction de prendre toutes les précautions sur le port de l'Aviwest en sac à dos ou pris en sandwich à l'arrière des caméras lors des duplex en mouvement, en raison de la surexposition aux ondes.

Autre point de vigilance soulevé par le SNJ : les transmetteurs haute puissance Link utilisés sur des caméras lors d'événements en direct et notamment les retransmissions sportives et dont la surpuissance est encore plus néfaste pour la santé. •

Suivi des alertes pour risques sur la santé

La CSSCT a fait un examen exhaustif des différentes alertes sur la santé, déclenchées dans plusieurs antennes depuis deux ans. La volonté de la direction est de remettre à plat tous les dispositifs (comités de pilotage, enquêtes internes ou externalisées, suivi des conclusions d'expertises, rôle du cabinet de psychologues JLO), dont beaucoup ont été trop tardifs ou n'ont pas fonctionné.

A cause des retards enregistrés dans le traitement des alertes ou dans l'examen approfondi de l'absentéisme dans le réseau (remis toujours aux calendes grecques), la direction s'est engagée à organiser des réunions plus fréquentes de la CSSCT à compter de janvier 2022.

Les Comités de pilotage en question :

À Grenoble, le risque demeure élevé suite à la tentative de suicide d'une ex-élue SNJ et ce, malgré l'excellente expertise du cabinet CEDAET. Le comité de pilotage n'a pas fait de restitution et trop peu de préconisations ont été appliquées dans la station. Le traumatisme est avéré, selon les dires du nouveau directeur régional. Le changement de certains managers a agi comme un leurre et la légitimation des élus est restée lettre morte. Le DRH du réseau, Samuel Bignon, propose de réunir prochainement les RP avec l'inspection du travail.

De même, à **France 3 Côte d'Azur** où le futur déménagement et la toxicité managériale ont été évacués des ordres du jour des divers COPIL.

Les élus dénoncent la manipulation de JLO (l'organisme choisi par la direction PACA) sur l'animation de ces réunions. Philippe Martinetti affirme vouloir continuer le dialogue avec les élus locaux.

Par ailleurs, on peut se demander si les comités de pilotage sont chaque fois indispensables : par exemple à Montpellier, où après des années d'alerte des élus sur le management toxique d'un cadre, une expertise du cabinet SECAFI, très complète, a entraîné la mise à l'écart de l'ancien rédacteur en chef. Et comme les antagonismes demeurent, pourquoi ne

pas construire à partir des solutions esquissées par les experts pour apporter la réponse rapide à cette situation enkystée ? Côté DRH réseau, Samuel Bignon envisage des actions de médiation comme « une piste sérieuse ».

Quel type de cabinet de psychologues doit conseiller l'entreprise ?

La direction de la santé s'appuie trop souvent sur le cabinet JLO qui, dans plusieurs cas, a pris l'initiative.

A Brest, c'est le cabinet Nayan qui a rendu un rapport d'enquête très insuffisant. Les photos de certains salariés, affichées dans les locaux de repos, avaient été punaisées au niveau des yeux, provoquant émoi et malaise pour les salariés visés, dont une élue du CSE, mais aussi au sein du collectif. Le cabinet, saisi très tardivement par la direction régionale, a restitué son rapport plus d'un an après les faits et la direction régionale n'a toujours pas pris conscience de l'impact pour les salariés « punaisés ». Plus grave : on a entendu de la part de ce cabinet de psys du travail, non agréé par le ministère du travail, que ces faits étaient « anecdotiques » et qu'il fallait « passer à autre chose » !

Ce cabinet, comme le cabinet JLO, constitué uniquement de psychologues du travail sont-ils bien dimensionnés pour répondre à tous les besoins ? Les élus du SNJ en doutent. Car beaucoup de situations d'alertes graves nécessiteraient des psys tout court, dont la formation permettrait une meilleure assistance des RP, comme des DRH.

Enquêtes externalisées et ligne anti-harcèlement en question :

Dans Les Hauts-de-France, l'organisme qui a réalisé une « enquête » sans même respecter le principe du contradictoire, est remis en cause. De même que le fonctionnement de la ligne directe harcèlement. Les conclusions ont mené au licenciement d'un rédacteur en chef adjoint au numérique. Si le collectif du numérique semble avoir retrouvé un peu d'apaisement, une grande partie des salariés ne veut plus y travailler ou est partie.

(...)

(...)

Le travail semble avoir été mieux mené en Picardie où une enquête conjointe a été davantage partagée entre direction et élus, en pouvant s'appuyer sur l'appui d'experts du cabinet CEDAET.

Véritable outil de travail sur l'absentéisme ?

À Bordeaux, le taux d'absentéisme inquiétant a fait l'objet d'une alerte, et un plan d'actions sera restitué aux RP pour janvier prochain. Un travail mené avec l'entreprise spécialisée Ayming qui pourrait servir d'outil pour tout le réseau.

Et meilleur suivi des bugs des outils RH et finances... Là aussi la direction du réseau reconnaît que le travail réalisé **à Toulouse** après une alerte devra être renforcé sur l'utilisation des outils de types Concur, HCorpo ou Ariane Cloud, notamment auprès des assistantes.

Attention aux alertes pour harcèlement déclenchées trop vite : en Bretagne, un problème de harcèlement sexuel présumé a conduit 3 salariés vers un entretien disciplinaire.

Les élus de la CSSCT considèrent que les personnes qui ont mené l'enquête conjointe n'étaient pas suffisamment formées et que les enjeux de santé sont trop graves pour risquer une erreur de jugement.

Sur tous ces points santé, la direction affirme vouloir trouver « un socle commun » et initier une « nouvelle méthodologie ». Philippe Martinetti annonce un travail sur ce sujet « dès décembre avec les directions régionales et en janvier avec les élus dans le cadre de la CSSCT. » •

Première phase de déploiement du NRCS

L'outil qui va bientôt remplacer Mona Lisa et I Media, est en phase de déploiement, après le siège et IDF, dans les deux antennes pilotes de Lille et Amiens. Et le déploiement commence « dès le premier jour de formation », explique Romuald Rat, l'un des responsables du projet.

Le coût total de cette opération avoisine les 10 millions d'euros, dont 45% sont consacrés à la formation. Sans doute pour ne pas reproduire les erreurs du passé.

Nous avons insisté sur la nécessité de déployer un logiciel stable et de ne pas transformer les utilisateurs en beta testeurs pendant leur travail quotidien. Romuald Rat se veut rassurant, l'interface utilisateur a été développée spécifiquement pour France TV. Mais la customisation s'arrête là, « le reste ce n'est que du paramétrage », dit-il, et ce « afin d'éviter de se retrouver dans une version logicielle que nous serions les seuls à utiliser et qu'il serait impossible de faire évoluer ou de corriger rapidement. » (Ça, on a l'a déjà vécu !)

Dans l'immédiat, il ne s'agit que du déploiement de News Board, viendra par la suite Open media. Ces deux outils sont prévus pour s'interfacer et dialoguer avec les futures régies automatisées. Ce qui n'est pas le cas pour le moment.

Actuellement sont formés les formateurs occasionnels (FOR) et d'autres salariés comme les encadrants, documentalistes et assistantes de locales. L'ensemble des personnels devraient être formés avant la fin février. « Du moins on l'espère », précise le groupe d'experts. •

**Prochain CSE du réseau France 3 :
7 et 8 décembre.**

On se retrouve donc très bientôt !

Vos représentants SNJ :

Jean-Manuel Bertrand, Myriam Figureau,
François Ollier et Hervé Colosio.

